

BRISKIN, Linda et Mona ELIASSON, dir., *Women's Organizing and Public Policy in Canada and in Sweden* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999), 408 p.

Dominique Marshall

Volume 56, Number 2, Fall 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/007320ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/007320ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Marshall, D. (2002). Review of [BRISKIN, Linda et Mona ELIASSON, dir., *Women's Organizing and Public Policy in Canada and in Sweden* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999), 408 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 56(2), 241–243. <https://doi.org/10.7202/007320ar>

BRISKIN, Linda et Mona ELIASSON, dir., *Women's Organizing and Public Policy in Canada and in Sweden* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999), 408 p.

Cette collection comparative sur l'engagement politique des femmes provient de cinq années d'efforts conjoints d'universitaires suédoises et canadiennes, issues d'une variété de sciences sociales, de l'éducation à la géographie en passant par l'administration publique. Théoriquement, elles s'accordent sur une compréhension large et dynamique de la culture politique, celle de la « nouvelle théorie des mouvements sociaux ».

Pour la Suède, elles peignent le portrait d'une culture politique inclusive, où les revendications liées aux différences sexuelles sont généralement le fait de groupes politiques organisés autour de solidarités de classe. S'y greffent une prédilection pour la négociation collective dans la revendication de nouveaux droits sociaux, une tendance à concevoir les problèmes de discrimination en termes d'égalité et de parité ; un secteur public où les organisations de travailleurs participent pleinement à la distribution de prestations sociales, ce qui tend à diminuer le rôle des mouvements de base ; une scène politique où les loyautés au parti, à la classe et au syndicat prennent le pas sur les organisations de femmes séparées. Au total, des institutions politiques et sociales bienveillantes envers les femmes (*women-friendly*), davantage ouvertes que leurs équivalentes canadiennes à une représentation égale des sexes dans leurs administrations.

Vue de Suède apparaît une façon canadienne de s'organiser, le plus souvent en marge des institutions publiques, autour de mouvements plus proprement concernés par les femmes, eux-mêmes beaucoup plus sensibles aux questions des différences ethniques, en particulier en ce qui a trait au statut des immigrantes. S'y ajoutent une plus grande attention aux aspects législatifs de la discrimination, une tendance plus précoce et plus fréquente à concevoir les problèmes de discrimination en termes d'équité, et les solutions en termes de discrimination positive ; enfin, une scène publique où les stratégies relèvent davantage d'alliances que d'idéologies.

L'ouvrage surprend à plusieurs reprises quand il propose des amendements à ces modèles attendus. Les groupes suédois travaillant en marge, ceux qui se sont concentrés sur les femmes en particulier, sont plus nombreux qu'on l'avait prédit, et leur nombre augmente ; l'attention aux différences entre les femmes s'accroît aussi. Par ailleurs, il existe des circonstances où le type d'institutions qu'on attend de la Suède peut prendre racine au Canada, comme certains programmes de garderies mis en place les deux dernières décennies. Cette force du recueil provient en grande partie du

fait que la plupart des études portent sur des problèmes récents et qu'elles sont fondées sur des entrevues ou encore des documents actuels.

Le simple rapprochement des chronologies mène à des questions nouvelles. L'identification de périodes communes invite à des explications plus larges, comme celle de la transformation, concurrente dans les deux pays. Des similarités se retrouvent aussi dans des domaines plus particuliers comme celui des refuges pour femmes battues.

Certaines des différences seulement identifiées dans l'ouvrage appellent des études plus poussées : la plus grande distance en Suède entre les universitaires et les mouvements sociaux, et la plus grande méfiance que les militantes y affichent envers les professionnels à l'intérieur du mouvement des refuges, ou encore la plus grande proximité, au Canada, entre les militantes pour la reconnaissance de certaines maladies proprement féminines et les communautés médicales et pharmaceutiques.

Dans de tels cas, comme le soulignait Theda Skocpol dans son travail de comparaison des États-providence, l'explication renvoie aux différences au sein de ce qu'elle appelle les « formations étatiques », qui requièrent une recherche dans l'histoire des pratiques et des discours reliés aux institutions de la vie publique. Trois textes de la collection, qui s'attachent davantage à un tel travail, retiendront l'attention des lecteurs de la présente revue. Le texte de Rianne Mahon, au sujet de l'histoire des politiques de garde des enfants, remonte loin dans le passé et retrace minutieusement la montée de la popularité de certaines demandes (comme celle des congés parentaux) et de certains modèles (comme celui de la mère au travail au milieu des années 1960 en Suède). Mahon s'applique aussi à l'étude des théories qui accompagnent les transformations des demandes : en particulier aux moments respectifs où une théorie de l'oppression a remplacé, en Suède et au Canada, la compréhension égalitaire des féministes humanistes. Son attention mise sur la variété de sens des mots familiers de l'action des femmes, comme le « choix », lui permet par exemple de signaler les circonstances particulières d'une convergence des théories de l'oppression des femmes et des théories du développement individuel des conservateurs des années 1980. De la même façon, le texte de Georgina Feldberd et de Marianne Carlsson interroge les significations changeantes de la santé au sein des mouvements de promotion de la santé des femmes. Enfin, l'article de Rebecca Priegert Coulter et de Inga Wernersson, sur la promotion de l'égalité des sexes à l'école, montre les possibilités d'une comparaison fine : en se limitant à un type particulier de revendications, elles peuvent étudier le « sens de l'égalité » à plusieurs niveaux d'action politique et retracer la

succession des efforts d'une manière exhaustive, ce qui n'est pas chose facile quand on compare une fédération et un État unitaire.

L'ouvrage intéressera particulièrement les lecteurs qui se penchent sur la question théorique des rapports entre classes et rôles sociaux de sexe. Si certaines auteures peuvent identifier des circonstances où les problèmes de sexes peuvent servir de déguisements aux problèmes de classe, d'autres adoptent moins de distance critique vis-à-vis des discours politiques féminins. Le fait de s'organiser entre femmes est parfois présenté comme une valeur absolue, comme dans l'article de Linda Briskin sur les syndicats ouvriers. En outre, certains dossiers, où des femmes ont pu empêcher d'autres femmes de s'organiser, sont parfois présentés, mais ils mériteraient parfois d'être étudiés plus avant.

Les confrontations d'expériences rassemblées dans cet ouvrage jouent le plus souvent leur rôle essentiel, celui qu'indiquait Marc Bloch dans son essai sur l'histoire comparée des sociétés rurales médiévales : signaler la spécificité de traits habituels comme autant d'éléments porteurs de signification. Pour l'étude de la culture politique canadienne, des divisions à l'intérieur du mouvement homosexuel sont relevées, de même que l'importance de la tradition du travail bénévole relié à des tâches sociales cruciales. Aux étudiants de la gauche enclins à considérer la Suède comme un guide, plusieurs cas canadiens montrent que le travail politique dans les marges peut obliger à une ouverture sociale de la pensée politique au-delà de revendications individualistes, comme celui des femmes contre le libre-échange au cours de l'élection fédérale de 1988. En effet, davantage que les femmes de Suède au cours du référendum de 1994 sur l'Union européenne, les groupes de femmes du Canada ont su attirer l'attention du public sur la précarité des promesses d'une union avec des voisins moins enclins à compter sur l'État pour la protection des citoyens non salariés ou encore de ceux qui occupent des emplois à faible rémunération. Les auteurs ont aussi conscience du problème que pose pour les comparaisons le fait des influences communes, lui aussi désigné par Marc Bloch. Elles repèrent et illustrent plusieurs mouvements qui traversent les deux sociétés, comme celui de la féminisation de l'ensemble de la force de travail.

DOMINIQUE MARSHALL
 Département d'histoire
 Université Carleton